

ANALYSE

TEMPS ET ARGENT : DE L'URGENCE DE RALENTIR POUR UN RETOUR DES BIENS COMMUNS



Réseau

Financité

Ensemble, changeons la finance



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

La financiarisation croissante de l'économie génère des déséquilibres profonds. En prendre conscience est une chose, en identifier le nerf de la guerre (le rapport au temps) en est une autre. Il devient alors possible de développer des alternatives crédibles, autour des notions de bien commun et de capital patient.

En quelques mots :

- Notre système économique actuel n'est pas viable à long terme.
- A la base de la crise, il y a notre rapport à l'argent et au temps.
- En prendre conscience est une chose, développer des alternatives crédibles (et donc remettant en cause ce rapport) en est une autre.
- Face aux urgences sociales et climatiques, il faut dépasser la vision à court terme pour retrouver le sens des biens communs développés sur du long terme.

Mots clés liés à cette analyse : système financier, bien commun

Introduction

Dans notre société post-industrielle, la valeur des biens et des services est notamment liée au temps de travail qui a été investi tout au long du processus de production¹. La formation des prix s'appuie sur la loi du marché qui fonctionne selon les principes de l'offre et de la demande et le calcul des coûts de production (à la base de la courbe de l'offre).

Pour calculer un prix, il y a lieu d'évaluer au mieux les dépenses à mettre en œuvre : matières premières, outillages, transports, publicité, etc... Sans oublier un élément central de ce calcul du prix de revient qui est le temps de travail qui devra faire l'objet d'une rémunération pour celui qui le preste. Ainsi, dans notre vision économique actuelle, le temps de travail est une charge. Si cette charge est moindre, le prix peut diminuer et la compétitivité augmenter. Il n'est pas nécessaire de développer de longues

¹ Certes, il existe des produits où le coût de la main-d'oeuvre joue très peu (voir par exemple <https://ethique-sur-etiquette.org/Le-vrai-cout-d-une-basket>) mais cela arrive précisément quand les marketteurs parviennent à organiser la rareté (voir plus loin dans la présente analyse).

démonstrations pour imaginer le lien à établir avec les politiques de réduction des masses salariales, de l'emploi, et donc des revenus générés pour les travailleurs.

Nous vivons aujourd'hui un réel emballement de notre économie. Malgré une prise de conscience croissante des impasses auxquelles cela nous mène, il semble bien difficile de “changer de logiciel”². Tant que les profits à court terme prévalent, les fondamentaux du système actuel n'évoluent qu'à la marge et il apparaît de plus en plus évident que ce n'est pas suffisant.

Grâce au progrès technique et aux énergies fossiles encore abondantes et bon marché, l'industrie produit beaucoup et plus vite. Grâce à l'automatisation et à l'informatique, la vitesse des échanges accélère de façon vertigineuse. L'accaparement des richesses par une minorité et la perte de toute mesure creusent les inégalités et les injustices³.

1. Maximaliser les profits en externalisant les coûts sociaux et environnementaux.

La révolution industrielle, puis les révolutions numériques, n'ont eu de cesse d'augmenter la vitesse et l'automatisation de la production. Ceci a eu pour effet une diminution phénoménale des prix et une augmentation tout aussi impressionnante des quantités produites.

Diminuer les coûts

C'est dans cette logique qu'il faut placer le principe de l'externalisation des coûts de production tant au point de vue environnemental que social⁴. Quand une entreprise rejette des produits toxiques dans la nature, elle ne prend pas en compte les conséquences de son processus de production, de même qu'une entreprise d'exploitation minière ne tient pas compte des maladies et infirmités subies par ses travailleurs. Dans le cas d'un accident nucléaire, le coût peut varier de un à cent, non pas tant en fonction de la gravité de l'accident mais de la définition qu'on lui donne – c'est-à-dire in fine du

² Voir par exemple la problématique des *stranded assets* dans l'analyse Financité de Kubicki M., Les banques face au risque climatique, décembre 2019.

³ Une étude de l'OCDE confirme que le monde est loin de la décroissance (la courbe de l'extraction de matières premières continue de grimper et n'est pas prête de s'inverser – et les pays de l'OCDE en accaparent une grande partie). Material resources, productivity and the environment : key findings, https://www.oecd.org/greengrowth/MATERIAL%20RESOURCES,%20PRODUCTIVITY%20AND%20HE%20ENVIRONMENT_key%20findings.pdf

⁴ Lire à ce sujet Paternotte V., Pour changer la finance, apprendre à compter les externalités, Financité, août 2018, <https://www.financite.be/sites/default/files/references/files/externalites.pdf>

choix des acteurs qui en subiront le coût (direct, indirect, macro-économique⁵, etc.). Ce risque est donc, comme le répète régulièrement Greenpeace⁶, proprement inassurable. Autrement dit, le risque pèse sur la collectivité (définition même de l'externalité).

C'est encore la même logique qui était à l'œuvre, bien plus récemment, quand de grandes banques ont perdu leurs paris spéculatifs sur les marchés internationaux et imposé une intervention financière massive aux États. Ceux-ci n'avaient pas d'alternative et ont payé pour éviter des faillites aux conséquences sociales dramatiques. En 2008, les grandes banques ont ainsi externalisé les coûts générés par leurs choix stratégiques irresponsables.

Les salaires, et donc le temps de vie que des personnes consacrent au travail, mais aussi la santé (et donc l'espérance de vie) sont ainsi une variable essentielle de la formation des prix. De restructurations en crises financières ou écologiques, l'actualité économique de ces dernières décennies ne cesse de le démontrer.

Organiser la rareté

Mais, nous l'avons dit, les prix se forment aussi en fonction de la tension entre l'offre et la demande. Ce qui est rare est cher. Pour vendre à un prix élevé, il faut donc organiser la rareté⁷. Les marketeurs sont excellents dans cet art en créant et nourrissant des phénomènes de modes qui, idéalement, doivent s'inscrire dans des espaces-temps les plus courts possibles.

Ainsi, pour gagner plus d'argent, il faut à la fois comprimer au maximum le temps de travail nécessaire pour produire, et programmer, selon des cycles les plus courts possibles, l'obsolescence matérielle (l'appareil ne fonctionne plus) ou symbolique (le produit est démodé) des biens et services vendus. Cette double compression du temps semble être une recette clé dans le système économique actuel.

⁵ Selon la Société Française d'Énergie Nucléaire (SFEN) (Le coût des accidents nucléaires, http://www.sfen.org/sites/default/files/public/atoms/files/note_synthese_sfen_st8_acc_nucleaire_version_fevrier_2015.pdf)

⁶ Greenpeace, Risques sans frontières, 2012, <http://www.greenpeace.org/archive-belgium/Global/belgium/report/2012/Dossier%20Nucl%C3%A9aire%20risques%20sans%20fronti%C3%A8res%20avril%202012.pdf>

⁷ Dans le jargon, les économistes parlent d'utilité marginale. L'idée est très simple : si l'on manque d'eau, on est prêt à payer très cher pour quelques litres. Si elle est abondante, on achètera un m³ pour quelques euros. Et si on parvient à nous faire croire qu'il faut impérativement cette paire de baskets-là (« édition limitée »)... Voir par exemple <http://www.wikiberal.org/wiki/Utilit%C3%A9%20marginale>

2. La financiarisation croissante de l'économie change fondamentalement les règles du jeu

Comme souligné dans une analyse précédente⁸, ce raisonnement, moteur de la croissance économique, repose sur la nécessité de consommation soutenue dans le chef des ménages et des collectivités. Et cela, malgré les lourdes incertitudes qui incitent à consacrer une part significative du revenu à l'épargne afin de sécuriser une future capacité de consommation ou parer à un imprévu.

Pression du rendement financier

Il est logique que les opérateurs économiques visent à maximaliser le rendement de leur épargne. Mais ce faisant, ils alimentent la pression sur les marchés financiers qui, à leur tour, la reportent d'une part sur les entreprises en demande de capitaux et, d'autre part en gonflant de façon exagérée les bulles spéculatives.

Il n'est pas étonnant que nombre d'entreprises dépensent beaucoup d'énergie pour payer moins d'impôts avec la pression financière qu'elles subissent et flirtent du coup avec l'illégalité. Car entre fraude et ingénierie fiscale, la frontière est loin d'être étanche.

L'État lui-même, lorsqu'il propose des exonérations fiscales aux personnes qui souscrivent des plans d'épargne-pension gérés par des opérateurs privés, entretient une ambiguïté troublante. Il induit quelque part le constat qu'il vaut mieux faire confiance à des sociétés orientées vers le profit de leurs actionnaires, plutôt que de lui confier cette mission en faisant confiance au premier pilier de pension⁹. La notion d'État garant d'une justice redistributive équitable – à la fois du point de vue intragénérationnel qu'intergénérationnel – est ainsi mise à mal.

De la lutte ouvrière à la sphère financière

Sur le long terme, il apparaît que les modalités de transmission de la richesse, appuyées sur le socle séculaire de la propriété privée, génèrent un mécanisme systémique très puissant d'accumulation des richesses par une minorité.

Nous l'avons dit, ces deux derniers siècles, la révolution industrielle a permis une accélération et une augmentation quantitative considérable de la production. Une part

⁸ Dewaele E., Tout s'accélère, l'argent se dématérialise et la banque change de visage, Financité, décembre 2019.

⁹ Voir la récente analyse de Financité : Paternotte V., Construire soi-même son fonds de pension durable, 2019, <https://www.financite.be/fr/reference/construire-soi-meme-son-fonds-de-pension-durable>

de la richesse produite n'a été partagée que suite à l'émergence et au développement de rapports de forces entre les masses productives des ouvriers et les détenteurs du capital. Ces luttes firent le lit du marxisme et des solidarités ouvrières.

Aujourd'hui l'automatisation des outils de production et la financiarisation de l'économie¹⁰ modifient considérablement les règles du jeu. Le champ des luttes se déplace vers la sphère financière qui est mondialisée, dématérialisée et extrêmement volatile.

3. Face à ces puissants mécanismes, quelle marge de manoeuvre pour les citoyens ?

D'éclatements de bulles spéculatives en crises sectorielles ou systémiques mondiales, les vecteurs de développement économiques échappent de plus en plus aux citoyens, alors que ce sont eux qui paient concrètement les conséquences de ces crises lorsque les États interviennent pour éviter des catastrophes. L'appellation de "crise" perd d'ailleurs de son sens en considérant l'enchaînement des épisodes qui font davantage penser à des mutations ou à des basculements. En effet, le concept de crise induit qu'un retour à la situation initiale est possible. Or, nous savons que ce n'est pas le cas.

Le développement d'une finance plus solidaire et responsable est aujourd'hui une urgence et un enjeu majeur. Financité s'y emploie depuis une trentaine d'années.

Un changement d'échelle et une montée en puissance des alternatives sont depuis peu perceptibles. Les projets coopératifs solidaires se multiplient dans tous les secteurs économiques¹¹ et les réseaux de monnaies complémentaires citoyennes couvrent aujourd'hui largement le territoire de la Belgique francophone¹². Tout récemment encore, le succès impressionnant de la campagne d'appel aux parts menée par la coopérative NewB en vue d'obtenir l'agrément bancaire vient nourrir cette perception. Ce sont des indices significatifs.

Ainsi, au moment où "tout s'accélère"¹³, les mouvements citoyens portent leur combat au cœur des sphères financières et de leurs logiques de concentration effrénée des profits. C'est dans la tourmente, dont beaucoup commencent à percevoir les conséquences

¹⁰ De Ghellinck M.-B., La financiarisation de l'économie, Financité, mars 2015, <https://www.financite.be/fr/referencela-financiarisation-de-leconomie>

¹¹ Les projets labellisés Financité & FairFin qui garantissent la plus-value sociale de l'entreprise opèrent dans des secteurs très diversifiés : <https://www.labelfinancite.be/fr/article/les-projets-durables>

¹² En décembre 2019, 15 monnaies locales citoyennes circulaient en Belgique francophone <https://www.financite.be/fr/article/monnaies-citoyennes>

¹³ Vernet G., Tout s'accélère, <https://toutsaccelere.com/>

potentiellement catastrophiques pour l'humanité, que naissent et se développent des logiques d'action centrées sur le bien commun et le capital patient¹⁴.

Progressivement les dérives causées par l'exacerbation des logiques de propriété privée et d'accaparement des richesses remettent en lumière les avantages à développer des systèmes économiques articulés autour de la notion de bien commun, comme l'a largement démontré Elinor Ostrom il y a plus vingt ans¹⁵. Via des structures coopératives et des entreprises réellement collaboratives, il est possible de créer collectivement des richesses et de les inscrire dans une forme de propriété communautaire.

L'eau douce, l'air, la nourriture de base, mais aussi l'éducation, la liberté de dire et de bouger devraient, par principe, échapper au pouvoir de quelques uns. Et c'est en s'inscrivant concrètement dans ce type d'économie que l'on invente ensemble des logiques de gouvernance qui échappent aux prises de pouvoir démesurées. Paradoxalement, oser la rupture avec le modèle dominant induit aussi une prise de recul et une temporisation malgré les urgences objectives auxquelles nous sommes confrontés.

C'est donc aussi le rapport au temps qui est mis en jeu. Face aux égarements que provoque la spéculation financière, les promoteurs de coopératives citoyennes mettent aujourd'hui en œuvre la notion de "capital patient". Comme l'appellation l'indique, il s'agit de s'inscrire dans le long terme en respectant des rythmes de développement compatibles avec notre condition humaine, la préciosité des ressources naturelles et les cycles de la nature. C'est un contre-pied systémique majeur par rapport à la dictature des rendements maximum et immédiats. L'ambition est même de retrouver du sens à des investissements transgénérationnels... "Mes descendants grandiront aux pieds des arbres que j'ai plantés."

Conclusion : créer ensemble des réserves impartageables

Dans notre analyse précédente consacrée au temps et à l'argent¹⁶, nous mettons en évidence cette injonction paradoxale que nous impose le système économique dominant actuel : nous devons être prudents, nous assurer et épargner en vue de faire face aux futurs incertains, mais nous devons aussi consommer maintenant car nous, consommateurs, sommes les moteurs de l'économie. Des soldes au Black Friday, nous devons suivre la mode et consommer, mais nous devons aussi veiller à notre patrimoine

¹⁴ Terra nova a consacré une étude entière à ce concept en 2016 : Le capital patient - un horizon pour la France et pour l'Europe, <http://tnova.fr/etudes/le-capital-patient-un-horizon-pour-la-france-et-pour-l-europe>

¹⁵ Ostrom E., Gouvernance des biens communs - pour une nouvelle approche des ressources naturelles, De Bouck supérieur - Planète en jeu, 2010

¹⁶ Dewaele E., Tout s'accélère, l'argent se dématérialise et la banque change de visage, Financité, décembre 2019.

et léguer biens et capitaux à nos descendants pour qu'ils soient mieux armés pour se tailler une place correcte dans ce monde de compétition.

“Une croissance économique infinie dans un monde fini est une ineptie”¹⁷

Nourrir la croissance en détruisant la planète et en broyant des vies humaines est une perspective mortifère, même si beaucoup d'entre nous, en Europe occidentale, font encore partie des privilégiés qui, à court terme, continuent à s'enrichir grâce au processus.

Il est donc urgent de ralentir et de développer des modèles économiques qui créent, font circuler et partagent la richesse à un rythme raisonnable, c'est-à-dire celui de la planète sur laquelle nous vivons. Nous savons que l'accumulation de richesses par une minorité aux dépens de tous génère des inégalités insupportables.

“Nous sommes la nature qui se défend”, scandaient les jeunes générations dans nos rues l'été dernier. Face à l'urgence de réaction que nous imposent les changements climatiques et les injustices sociales, il semble bien que nous devions être plus que jamais ingénieux et développer une nouvelle économie qui remet le bien commun au centre du raisonnement. Il s'agit, par exemple, de créer ensemble des “réserves impartageables”, des fonds financiers mutuels gérés collégalement qui, in fine, écorchent le principe de la propriété privée et fragilisent le mythe de la croissance infinie.

Nous n'avons plus le temps de faire évoluer le modèle actuel en tâchant de le rendre moins nuisible. Il est urgent de réagir. Mais le recentrage sur des logiques de bien commun induit aussi des logiques de gouvernance plus participatives et des modes de financement inscrits dans ce que l'on pourrait qualifier de “capital patient”. La remise en question des exigences de rendement financiers élevés et rapides est incontournable. C'est là une révolution culturelle colossale que nous n'avons plus le temps d'attendre.

Eric Dewaele

Isabelle Lejeune

Décembre 2019

¹⁷ Azam G., Lettre à la terre - Et la terre répond, Anthropocène, 2019.

Si vous le souhaitez, vous pouvez nous contacter pour organiser avec votre groupe ou organisation une animation autour d'une ou plusieurs de ces analyses.

Cette analyse s'intègre dans une des 3 thématiques traitées par le Réseau Financité, à savoir :

Finance et société : Cette thématique s'intéresse à la finance comme moyen pour atteindre des objectifs d'intérêt général plutôt que la satisfaction d'intérêts particuliers et notamment rencontrer ainsi les défis sociaux et environnementaux de l'heure.

Finance et individu : Cette thématique analyse la manière dont la finance peut atteindre l'objectif d'assurer à chacun, par l'intermédiaire de prestataires « classiques », l'accès et l'utilisation de services et produits financiers adaptés à ses besoins pour mener une vie sociale normale dans la société à laquelle il appartient.

Finance et proximité : Cette thématique se penche sur la finance comme moyen de favoriser la création de réseaux d'échanges locaux, de resserrer les liens entre producteurs et consommateurs et de soutenir financièrement les initiatives au niveau local.

Depuis 1987, des associations, des citoyens et des acteurs sociaux se rassemblent au sein du Réseau Financité pour développer et promouvoir la finance responsable et solidaire. Le Réseau Financité est reconnu par la Communauté française pour son travail d'éducation permanente.